

LA STRATEGIE DE LA CHINE DANS SON ESPACE REGIONAL DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

-
-
-
-

Le triangle somme toute simple que formaient l'Union Soviétique, la Chine et les Etats-Unis ne régit plus les relations stratégiques mondiales et une construction bien plus complexe a commencé à s'édifier. Il semble qu'en Asie, en effet, on aille vers l'émergence d'un ensemble où la Chine et le Japon seront deux centres importants et où il existera sans doute d'autres pôles comme la Corée réunifiée et l'Inde. De plus, parallèlement à la croissance économique générale en Asie, on assiste à une spectaculaire augmentation des dépenses d'armement.

Cette atmosphère incertaine est essentiellement due aux attitudes déroutantes et parfois inquiétantes de la Chine. Cependant, il est bien difficile d'établir la ligne stratégique de Pékin, tant les déclarations des dirigeants chinois en la matière sont rares. Il faut, en fait, interpréter les postures et les actions chinoises pour tenter d'en définir les contours.

Depuis Sun Yatsen, le fondateur de la Chine moderne, il a toujours été clair, dans l'esprit des dirigeants chinois, que leur pays devrait jouer un rôle accru en Asie. Ainsi, dans le contexte actuel, les gouvernants ne recherchent pas seulement un nouvel ordre économique, mais aussi un nouvel ordre politique et stratégique.

La Chine est en quête d'un statut de grande puissance et avec la fin de la guerre froide, elle acquiert tout naturellement une nouvelle dimension. En effet, l'effondrement de l'URSS, la stabilisation des relations avec la Russie ainsi qu'un certain retrait, apparent, des Etats-Unis, font de Pékin l'acteur stratégique majeur en Asie. Cependant, son implication et son rôle dans toutes les zones de tension le font

de plus en plus ressentir par ses voisins comme une menace, pour la stabilité et la paix de la région. Ses revendications territoriales ainsi que ses récentes démonstrations dans le détroit de Taiwan contribuent à accentuer ce sentiment, d'autant qu'un taux de croissance important lui permet dans le même temps d'entreprendre la modernisation de ses forces armées.

La Chine aspire sans aucun doute à redevenir, dans le contexte actuel qui lui est éminemment favorable, le centre de gravité de la région, qu'elle constituait du temps de sa splendeur passée. Les Chinois, dont le nationalisme est patent, n'appellent-ils pas leur pays l'Empire du Milieu.

Cette étude abordera le contexte stratégique de la Chine à l'issue de la guerre froide, avant d'analyser les efforts de modernisation de l'Armée Populaire de Libération et ses nouvelles missions puis, s'achèvera par un aperçu des postures stratégiques de Pékin dans son environnement régional.

CONTEXTE STRATEGIQUE GENERAL DE LA CHINE

La Chine cherche à profiter de la période qui vient de s'ouvrir pour prendre une revanche sur plus de cent ans de semi-colonialisme puis de repli sur soi. Pékin se retrouve, en effet, libéré de toute menace importante depuis l'effondrement de l'Union Soviétique suivi de la recherche du bénéfice des dividendes de la paix par les Etats-Unis et interprète cette situation comme une opportunité à ne manquer à aucun prix. Sa montée en puissance militaire devrait lui permettre d'exercer à terme une influence déterminante sur son environnement immédiat.

De 1949 à 1979, la posture de la Chine en matière de sécurité met l'accent sur l'aspect continental, la défense du pays étant basée sur la doctrine de défense territoriale et côtière. A partir de 1979, elle accorde de plus en plus d'importance à l'ouverture sur l'extérieur et tout particulièrement sur la mer, sur laquelle Pékin pose des revendications qu'elle a qualifiées d'historiques. A partir de 1984, la Chine commence à s'affirmer de plus en plus sur la scène régionale en adoptant, notamment, une politique très agressive en direction de l'archipel des Spratley.

Avec l'implosion de l'URSS en 1991 et la fin du monde bipolaire, disparaissent les menaces traditionnelles, au bénéfice de nouvelles menaces.

Les signes de tension interne se multiplient en Chine. La situation ethnique du pays, de plus en plus difficile à gérer, notamment au Xinjiang et en Mongolie intérieure, se complique à partir de fin 1991 par l'accession à l'indépendance des républiques musulmanes d'Asie centrale voisines, le Kazakhstan, le Tadjikistan et la Kirghizie. En effet, si la disparition de la menace soviétique laisse les mains libres à la Chine, l'autonomie de ces républiques constitue une nouvelle source potentielle de déstabilisation pour Pékin.

Il est donc vital que la Chine améliore ses relations avec ses voisins continentaux pour, au moins stabiliser ses frontières terrestres, et elle s'y emploie avec énergie. Elle normalise ainsi ses relations avec la Mongolie dès 1990 et poursuit ses efforts en direction d'autres pays anciennement alliés à l'URSS, comme le Viêt-nam et l'Inde.

Quant au triangle Pékin-Moscou-Washington, il évolue de façon spectaculaire. Durant la deuxième partie de la guerre froide, l'Union Soviétique était considérée comme beaucoup plus dangereuse pour Pékin que les Etats-Unis par les stratèges chinois de l'époque. Les Soviétiques étaient partout sur l'offensive, les Américains étant sur la défensive. C'est ainsi que Pékin devint l'allié objectif de Washington. Mais, par un curieux effet de balancier, face à la très sévère critique des Etats-Unis émise lors des événements de Tien An Men, et à l'effondrement de la principale menace de naguère, quasiment survenus à la même époque, la Chine cherche à remettre à l'ordre du jour l'axe Chine-Russie qui prévalait pendant la première partie de la guerre froide.

Ainsi, grâce à la détente opérée sur l'ensemble de ses frontières terrestres, la Chine peut mettre en place une stratégie pour faire face à ce qu'elle considère être les nouvelles principales menaces : l'hégémonisme économique et politique des Etats-Unis et l'expression d'un nouveau militarisme de leur allié nippon. D'autre part, Pékin peut concentrer ses actions sur les espaces maritimes. A la fois but et moyen de la puissance en Extrême-Orient, le contrôle des mers, de leurs ressources et des voies de communication qu'elles constituent, est en effet considéré, aujourd'hui, comme un objectif essentiel par Pékin.

La guerre du Golfe, en 1991, contraint la Chine à une nouvelle réflexion sur la qualité technologique de son armement et l'organisation de ses forces. Les autorités vont consentir un effort supplémentaire pour l'Armée Populaire de Libération (APL) qui reçoit une orientation plus offensive grâce aux nouveaux moyens offerts par le développement économique. Les objectifs de stratégie militaire assignés à l'APL doivent être d'éliminer toute menace interne ou externe et de défendre un espace vital revendiqué comme chinois à l'intérieur de "frontières stratégiques", constituées par une ceinture d'îles, au large de ses côtes.

On assiste ainsi à un nouveau tournant de la stratégie chinoise. Les Etats-Unis, pourtant "vainqueur" de la guerre froide et auréolés par la démonstration qu'ils ont faite en Irak, ne semblent plus vouloir consacrer autant de moyens pour intervenir sur tous les théâtres, et des doutes sur leur capacité à jouer un rôle modérateur en Asie commence à se faire jour. La Chine comprend qu'elle peut profiter ainsi d'une marge de manoeuvre supplémentaire dans ses actions.

Ayant fait le constat qu'une guerre majeure était désormais hautement improbable, au cours de la révision de leur doctrine militaire, les stratèges chinois intensifient leur réflexion sur le traitement des conflits locaux et limités, considérés en revanche comme tout à fait vraisemblables. Il leur faut donc passer du concept de "guerre de position", guerre populaire de défense du territoire, à celui de "guerre mobile", avec la mise en oeuvre de capacités d'action rapide, considérées dès lors comme une priorité pour les forces armées chinoises. La réduction de l'énorme format de l'APL doit permettre de dégager les moyens suffisants pour constituer cette force de déploiement rapide et acquérir des équipements modernes. Ce programme est rendu possible par une augmentation très sensible du budget de la défense.

Les stratèges identifient cinq menaces. Outre les Etats-Unis perçus comme la principale menace avec le Japon, dont le réarmement inquiète, et bien que l'état des relations officielles soit bon sinon acceptable, ils se défient du Viêt-nam qui infligea naguère une humiliante leçon, de l'Inde, la grande rivale du sud et pour finir de la Russie, pourtant bien affaiblie pour l'heure.

L'attitude de la Chine déroute quelque peu les observateurs. Elle souffle en effet alternativement le chaud, avec la ratification du Traité de Non Prolifération puis, le froid en adoptant une nouvelle loi redéfinissant ses espaces maritimes, en affirmant sa souveraineté sur les Paracels et les Spratley en mer de Chine du Sud ainsi que l'archipel des Senkaku, en mer de Chine orientale. Enfin, de nouveaux signes de durcissement de Pékin sont visibles et son environnement commence à exprimer son inquiétude face à ce qui est identifié comme une volonté de s'imposer sur la scène régionale comme acteur incontournable.

Première cause du raidissement de la Chine, sa situation de dépendance envers l'étranger dans le domaine énergétique, s'accroît. Ceci explique l'intérêt de Pékin pour les pays producteurs comme l'Irak, le Kazakhstan et l'importance que revêt le Xinjiang, par sa proximité de l'Asie centrale. Ces besoins accrus en énergie peuvent aussi expliquer l'attrait que représentent les espaces maritimes de la mer de Chine orientale et méridionale puisque les réserves en hydrocarbures y semblent très importantes. Deuxième cause de crispation, Pékin continue à éprouver bien des

difficultés à se procurer certaines technologies de pointe à usage dual indispensables au développement de certains secteurs stratégiques comme la biotechnique ou le laser.

La Chine doit faire face en outre aux problèmes soulevés par les minorités ethniques à sa périphérie et à la question de Taiwan. Tout ceci étant sous-tendu par un nationalisme de plus en plus exacerbé de la part de ses citoyens.

La Chine a entrepris de contester la pax-americana en Asie en poussant ses pions vers ce qu'elle considère comme ses frontières naturelles, sur ses abords maritimes et en cherchant à faire respecter sa puissance par ses voisins. C'est dans ce contexte qu'il faut examiner l'effort d'armement qu'elle est en train de produire.

L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBERATION

A partir des années 1990, les objectifs donnés à l'Armée Populaire de Libération deviennent beaucoup plus ambitieux puisque les forces modernisées et mieux équipées devraient contribuer à projeter la puissance chinoise au-delà de ses frontières. Cependant, même si la constitution d'un fer de lance est en cours de constitution, le maintien de l'ordre demeure toujours une mission importante de l'APL et voit son champ d'application étendu aux régions périphériques de la Chine où se manifestent des revendications séparatistes. Le commandement chinois admet de ce fait la nécessité de forces professionnalisées, avec cependant pour conséquence une armée à deux vitesses. Une armée de masse, mal équipée, destinée à la défense territoriale, d'une part, et des forces d'action rapide très entraînées et mobiles avec un équipement en pleine modernisation, d'autre part.

Les gouvernants chinois ont vu dans la situation internationale actuelle une opportunité pour moderniser leur armée qui, pour l'heure, reste en grande partie une armée de pays pauvre, en réduisant ses retards technologiques. En effet, l'arsenal militaire chinois est composé, pour l'essentiel, de copies de matériels soviétiques conçus dans les années 1950. Aussi, à partir de 1989, le budget de la défense augmente d'année en année.

L'idée de " guerre localisée dans un contexte de haute technologie " où les opérations militaires exigent rapidité, souplesse et précision, à l'image de la guerre du Golfe que les stratèges chinois ont suivi avec une attention très soutenue, prévaut dorénavant dans la doctrine militaire chinoise. Dans la nouvelle pensée chinoise, les

stratégies cherchent à doter l'APL d'une véritable capacité de défense de l'avant pour contenir toute agression par la mer et protéger les voies de communication. C'est le concept de " défense active ", qui implique d'intervenir vite avec peu de forces, plutôt que tardivement avec des moyens plus importants.

La modernisation de l'APL devrait permettre à la Chine d'imposer rapidement sur la scène internationale la reconnaissance de son statut de grande puissance. Cette affirmation des ambitions chinoises se traduit par une évolution de la stratégie maritime. La zone d'action de la marine doit pouvoir s'étendre à une première chaîne d'îles qui, de l'archipel japonais à Bornéo en passant par Taiwan et les Philippines, inclut les mers de Chine orientale et méridionale. A plus long terme, la marine cherchera à acquérir la capacité de se projeter dans la Pacifique mais aussi dans l'Océan Indien, afin de satisfaire à un nouveau besoin stratégique de contrôle des voies d'approvisionnement maritime.

La marine militaire chinoise est la troisième du monde en tonnage avec cependant des bâtiments âgés, pour la plupart. Mais un programme ambitieux d'équipement naval est en cours d'exécution. La mise à norme des bâtiments existants en matériel électronique moderne est en train de s'opérer et la construction d'une trentaine de nouveaux bâtiments de ligne, dont un premier porte-avions, qui sera prêt vers l'an 2006, est lancée. La Chine est également en train d'acquérir deux porte-avions de poche auprès des chantiers navals espagnols.

Mais, la modernisation des forces navales s'est d'abord effectuée en développant les capacités de lutte anti-sous-marine, et en améliorant la qualité de la flotte de sous-marins, avec l'achat de quatre sous-marins russes de classe "kilo", à propulsion nucléaire, dont l'ambition est dans un premier temps de pouvoir imposer un blocus à Taiwan. Le développement des capacités de transport de troupes et de débarquement suivra de près.

Les forces aériennes constituent la seconde priorité de modernisation. L'armée de l'air compte 6000 avions de combat mais pour la plupart très vétustes, ne présentant pas de rayon d'action suffisant pour couvrir notamment l'archipel des Spratley. La Chine cherche donc à obtenir une véritable capacité aéronavale avec ses futurs porte-avions ou porte-aéronefs et à acquérir des avions de combat modernes ainsi que des avions ravitailleurs. La Russie semble être le fournisseur idéal pour obtenir les équipements convoités. La livraison récente d'une trentaine de SU 27, avec une commande de 72 autres, assortie d'une licence à l'industrie chinoise en est une démonstration. La Chine possédera également prochainement une bonne capacité de transport avec des IL 76. Enfin, certains observateurs estiment qu'elle cherche à conclure avec la Russie un accord lui permettant de

construire dans ses propres usines le TU 22 M Backfire, avion supersonique de 4000 km de rayon d'action.

L'armée de terre, forte de plus de 2 millions d'hommes, ne possède qu'une capacité relativement réduite. Cependant la mise sur pied des unités d'action rapide améliore considérablement son efficacité. Il s'agit de formations de 1000 à 1500 hommes très bien entraînés qui ont pour missions de réaliser une percée ou saisir un point clé. L'effort d'équipement porte particulièrement sur les véhicules de combat, l'électronique, l'informatisation et les missiles. Avec les moyens amphibies qui existent aujourd'hui et sa flotte de transport, Pékin aurait la possibilité de mener une opération de débarquement d'un volume de 10000 hommes, assez loin de ses eaux territoriales. Cette opération ne recevrait pas cependant un appui aérien suffisant et ne bénéficierait pas d'un soutien C3I efficace.

Toutefois, on peut estimer que l'APL travaille d'arrache-pied à acquérir la capacité de projeter une force significative en mer de Chine du sud.

En dépit, cependant, des énormes efforts de modernisation qu'elle consent, la Chine ne dispose pas encore des moyens militaires conventionnels suffisants pour affirmer ses ambitions, y compris au niveau régional. Agitant l'image d'une puissance qu'elle est loin de posséder, la Chine tente en fait, selon le concept de l'un de ses stratèges antiques, de "vaincre sans combattre".

Dans le domaine nucléaire, la Chine a procédé à un essai, le 29 juillet 1996, avant d'annoncer qu'elle se ralliait au moratoire sur l'interdiction des tests déjà respecté par les quatre autres puissances nucléaires déclarées. La Chine s'est dotée, dans les années 1960, d'un armement nucléaire qu'elle n'a cessé de moderniser. Cette force, constituée de missiles balistiques terrestres ou embarqués à bord de sous-marins, lui permet de pratiquer une politique de dissuasion nucléaire. Cependant, outre ce concept de dissuasion stratégique, somme toute bien compris, les pays de la région craignent que la Chine s'engage sur la voie de la miniaturisation des armements nucléaires afin d'en prévoir une utilisation au plan tactique.

Après avoir analysé la posture stratégique générale de la Chine en Asie et avoir établi un constat actuel de ses forces armées, nous allons successivement étudier l'état de ses relations avec chacun de ses voisins.

LA CHINE ET SES VOISINS

L'Asie du Sud-Est.

Si toutes les capitales de l'ANSEA reconnaissent désormais la République Populaire de Chine, la plupart entretiennent des relations de plus en plus étroites avec Taiwan. C'est dire que si, officiellement, les rapports entre Pékin et les pays de l'ANSEA sont déclarés satisfaisants, la méfiance à l'égard des ambitions régionales de la Chine est quasi générale en Asie du Sud-Est.

Ainsi, à titre d'illustration de cette situation, même si une certaine détente est observable, les relations sino-vietnamiennes sont très marquées par le grave conflit militaire de 1979, et les litiges frontaliers, surtout insulaires et maritimes, qui opposent profondément les deux voisins aujourd'hui.

La Chine se rend bien compte que bon nombre de ses voisins méridionaux font preuve d'un dynamisme économique, malgré la crise actuelle, dont elle recueille ainsi quelques avantages pour son propre développement. Un tel constat incite les dirigeants chinois à une modération relative vis-à-vis de ceux-ci. D'autant que, face à une menace au moins latente constituée par la Chine, les Etats de l'Asie du Sud-Est qui en ont les moyens augmentent leur budget de défense pour acquérir des armes plus performantes.

Si pourtant, l'ANSEA a contribué à tempérer sérieusement les risques de conflits locaux, avec l'instauration du "forum régional" en 1994, la diplomatie de plus en plus musclée de Pékin fait apparaître de sérieuses craintes dans une Asie du Sud-Est où, par ailleurs, les minorités chinoises jouent un rôle économique déterminant.

La Chine suit avec attention les évolutions stratégiques en Asie du Sud-Est. Déjà très irritée par l'adhésion du Viêt-nam à l'ANSEA en 1995, Pékin a de nouveau pris ombrage de l'élargissement de l'Association au Laos et surtout au Myanmar en 1997.

Le Pakistan et l'Inde.

La fin de la guerre froide a eu des conséquences non négligeables sur les relations sino-pakistantaises dans la mesure où le jeu triangulaire Moscou-Pékin-Washington réglait, jusque là, le niveau de l'aide chinoise. Le soutien de la Chine n'est plus aussi monolithique que par le passé, lorsque l'Inde était l'alliée indéfectible de son pire ennemi, l'Union Soviétique.

Toutefois, le Pakistan représente encore aujourd'hui pour la Chine un intérêt stratégique pour deux raisons essentielles. Islamabad continue, d'une part, de permettre de focaliser une bonne partie de l'attention de l'Inde, la rivalité stratégique entre Pékin et New Delhi étant loin d'avoir disparu, malgré une amélioration notable de leurs relations. Le Pakistan constitue, d'autre part, une voie d'entrée privilégiée vers les pays arabes dont l'importance ne fera que croître avec les besoins toujours plus grands de la Chine en produits pétroliers pour satisfaire sa croissance économique.

Mais, l'amitié sino-pakistanaise pourrait se trouver menacée par l'évolution de la menace que l'Islam fait peser sur les marges occidentales de la Chine. La région autonome du Xinjiang connaît, en effet, une agitation d'origine islamiste qui augmente sans cesse et les éléments fondamentalistes présents au Pakistan semblent y jouer un rôle important. La Chine paraît douter de la volonté réelle des autorités d'Islamabad de contrôler cette mouvance. Elle pourrait, à terme, s'éloigner de son allié actuel en privilégiant, en contrepartie, un rapprochement avec l'Inde, stratégiquement plus productif.

Après avoir entretenu des relations fortement antagonistes pendant trois décennies, la Chine et l'Inde opèrent un lent rapprochement depuis la fin de la guerre froide, symbolisé notamment par la signature d'un accord pour le maintien de la paix le long de la ligne de contrôle, établie à l'issue de la guerre qui les opposa en 1962.

Il semble que Pékin a saisi l'occasion du relatif isolement de New Delhi, en position de faiblesse depuis l'effondrement de son allié soviétique, pour se rapprocher d'elle et se libérer, au moins pour un temps, de la "menace indienne" sur ses frontières occidentales, toujours dans le même souci de se tourner plus franchement vers le grand large, à l'est.

Toutefois, la rivalité entre la Chine et l'Inde subsiste bel et bien malgré le réchauffement indéniable de leurs relations et dépasse largement le cadre

strictement militaire. Portant sur le statut de puissance régionale, elle se place dans le domaine stratégique.

L'Asie centrale et la Mongolie.

La Chine s'intéresse de très près à l'Asie centrale : cette région peut tout autant être un champ d'échanges économiques qu'un foyer de déstabilisation pour le Nord-Ouest chinois. Pékin s'inquiète, en effet, de la montée du fondamentalisme musulman. La province du Xinjiang devient donc une pièce maîtresse de la stratégie chinoise à l'égard des nouvelles républiques d'Asie centrale.

Aux yeux de Pékin, l'acceptation par les nouvelles républiques de leurs frontières respectives a éliminé le premier risque majeur d'instabilité de la région. Cependant, le risque du développement des mouvements nationaux panturquistes ou islamistes n'est toujours pas véritablement écarté. Pékin construit donc son implantation en Asie centrale en renforçant les relations économiques et politiques avec les Etats proches, particulièrement avec le Kazakhstan et la Kirghizie. En échange, la Chine demande à ces Etats un soutien ferme sur la scène internationale, notamment pour le concept "d'une seule Chine" et une stabilisation des frontières.

Après une interruption de près de trente ans, les relations sino-mongoles connaissent une intense activité diplomatique, depuis quelques années. Jusqu'alors alliée du rival soviétique, la Mongolie apparaît essentiellement aujourd'hui pour Pékin, comme un marché ouvert à ses produits. Cependant, la Chine est soucieuse de prévenir toute renaissance d'un panmongolisme qui mettrait en danger l'autorité qu'elle exerce sur la région autonome de Mongolie-Intérieure.

La Russie.

Les relations entre Pékin et Moscou ont évolué dans un sens positif, après une longue brouille d'un quart de siècle. Des progrès sensibles ont été accomplis dans le domaine de la sécurité, car les deux pays redoutent les effets des tensions ethniques et religieuses qui se développent. Ainsi, des accords ont été signés sur les diverses questions frontalières, même s'il reste encore des litiges.

Craignant l'isolement et conscient des réactions d'inquiétude provoquées par ses ambitions en Asie, Pékin souhaite retrouver un allié sûr auprès de la Russie. Les deux pays ont ainsi signé en 1996 une déclaration conjointe définissant un nouveau "partenariat stratégique".

La vente d'armes à la Chine fait partie des mesures destinées à renforcer la confiance entre les deux pays. Outre notamment, les avions d'interception SU 27 déjà livrés et ceux qui seront construits en Chine, d'autres équipements intéressent les Chinois.

Il est cependant prématuré de voir dans toutes ces avancées les signes précurseurs d'un rapprochement stratégique définitif entre les deux pays. En effet, les motifs de défiance entre Russie et Chine, basés sur les vieilles rancœurs, n'ont pas pour autant tous disparu. Paradoxalement, les autorités militaires russes s'inquiètent de la montée en puissance de l'APL, alors que leur gouvernement a largement contribué à la faciliter.

Toutefois, quelques interrogations se font jour, depuis peu, au sein même des milieux dirigeants, au constat de l'affichage des ambitions chinoises pour le futur. Ainsi, les relations entre Pékin et Moscou restent étroites mais sont, depuis peu, teintées du côté russe, du moins, d'une certaine retenue.

La Corée.

Il devient de plus en plus évident que la réunification de la Corée ne pourra pas s'effectuer sans l'assentiment de la Chine.

La Corée est devenue un enjeu majeur des conflits d'intérêt entre les pays de la région Asie-Pacifique. Tout en se gardant de prendre part à la crise de 1993, consécutive à l'annonce de Pyongyang de se retirer du Traité de Non Prolifération, Pékin y a néanmoins joué un rôle très important. La crise nord-coréenne était une occasion rêvée pour Pékin de démontrer qu'il entendait être un acteur important dans le jeu mondial. La Chine a exprimé son opposition à la saisine du conseil de sécurité de l'ONU pour régler la question nucléaire nord-coréenne. Il ne restait plus à la communauté internationale qu'à s'orienter vers une solution négociée, le risque de veto chinois empêchant l'adoption de toute résolution en vue d'opérations militaires.

Cette crise a fait apparaître la complexité des nouvelles relations qui s'établissent dans la région et les intérêts stratégiques divergents de la Chine et des Etats-Unis, notamment. L'enjeu majeur qui se dégage de la crise est bien le contrôle des armements et la prolifération des armes nucléaires. La Chine est fondamentalement opposée à la prolifération nucléaire en Asie du Nord-Est, à son tout proche voisinage. Sur cette question, Pékin et Washington ont, il est vrai, un intérêt commun. Il s'agit d'interdire à la Corée, réunifiée à terme, l'accès au nucléaire militaire.

Par ailleurs, la Chine a établi, en 1992, des relations diplomatiques avec Séoul privant ainsi les Etats-Unis et le Japon de la possibilité de la contrecarrer en tirant profit des problèmes sud et nord coréens.

Les Américains s'efforcent de conserver une influence majeure dans une région du monde où leurs intérêts économiques sont croissants. Les Chinois cherchent à recouvrer leur influence traditionnelle sur la péninsule coréenne.

Le Japon.

En Asie de l'Est, la Chine et le Japon sont de véritables compétiteurs pour la suprématie du futur. Au plan géostratégique et militaire, chacun des deux acteurs est aujourd'hui invulnérable à l'autre. Mais à terme, c'est le Japon qui apparaît comme le plus fragile.

Ses lignes de communication sont menacées au niveau de deux verrous, Taiwan et la mer de Chine du Sud, que les Chinois peuvent fermer avec des moyens aéronavals qui ne leur sont plus inaccessibles, nous l'avons vu.

Le budget militaire du Japon est devenu le deuxième du monde. Les forces armées du Japon sont les premières de la zone et se caractérisent, en particulier, par le très haut niveau technique de leur équipement.

Candidat à un fauteuil permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, aux côtés du rival régional chinois, le Japon cherche à se donner les moyens de participer à des actions internationales autrement que sur le seul plan financier. Il est cependant limité dans le domaine de la projection de puissance par sa constitution actuelle qui ne prévoit que des forces d'autodéfense.

Ainsi, à titre d'exemple, Tokyo doit pour l'heure assister en spectateur à la poussée de la Chine vers ses axes de communications en mer de Chine du Sud. L'interprétation de l'article 9 de sa constitution ne lui permet pas en effet d'assurer son "autodéfense" si loin de ses côtes. Pékin l'a parfaitement compris, mais le Japon pourra-t-il tolérer longtemps une véritable mainmise chinoise sur une zone aussi stratégique.

En effet, avec le nouvel accord signé avec les Etats-Unis, en avril 1996, définissant une véritable coopération entre les deux pays, le Japon n'est plus un acteur passif se contentant d'accueillir des forces américaines. Il pourra devenir un partenaire à part entière susceptible de participer avec les Etats-Unis au maintien de la paix dans le Pacifique, moyennant une évolution de sa constitution, au préalable. De fait, c'est bien la menace chinoise qui constitue la toile de fond de cet accord en partie généré par l'attitude agressive de Pékin vis-à-vis de Taiwan pendant les élections présidentielles.

A terme, Tokyo se heurtera aux ambitions régionales et mondiales d'une Chine, libérée de nombreuses contraintes stratégiques, qui entend affirmer son statut de superpuissance. Pékin cherche à acquérir le plus rapidement possible les moyens de puissance militaire compatibles avec ses ambitions régionales. Seul dans la région à disposer d'une stature mondiale reconnue grâce à son siège de membre permanent à l'ONU, Pékin ne peut accepter que Tokyo cherche à usurper le rôle de "représentant naturel" de l'Asie auquel il prétend.

Taiwan.

Pékin ne s'est pas engagé dans une politique de normalisation avec Taïpeh et ne renonce pas à l'usage de la force pour assurer son contrôle sur l'île nationaliste. C'est toute l'évolution démocratique et diplomatique de Taiwan qui est refusée par les autorités chinoises.

Cette attitude s'est manifestée de façon brutale par les épisodes successifs de tir de missiles au large des côtes de l'île, qualifiés de "stratégie balistique", et particulièrement à l'occasion de l'élection présidentielle de 1996. Les Etats-Unis ont d'ailleurs saisi cette occasion pour faire la démonstration qu'ils veillaient toujours sur la zone, en envoyant un dispositif aéronaval tout à fait dissuasif vis-à-vis des velléités chinoises.

Cependant, il n'y avait guère de raison de s'inquiéter outre mesure, car pour envahir Taiwan, les experts estiment qu'il faudrait un minimum de 80 000 hommes. Or, l'APL ne peut actuellement en transporter que 50 000, sans compter les problèmes de ravitaillement, de relève et de couverture aérienne. Même un blocus naval de Taiwan serait très difficile.

De plus, les forces armées nationalistes sont loin d'être négligeables bien que Pékin ait réussi, par une attitude extrêmement ferme vis-à-vis des pays occidentaux, à donner un coup d'arrêt aux ventes d'armes à Taiwan.

Si, pour l'heure, l'absence de concessions de part et d'autre a permis de gérer malgré tout le statu quo, il semble que la marge de manoeuvre de Taïpeh face à Pékin est de plus en plus ténue.

Les Etats-Unis.

Les Etats-Unis dont l'influence paraît diminuer resteront cependant et pour longtemps encore la superpuissance militaire, insurpassable de la zone.

Après leur rapprochement spectaculaire de 1972, faisant suite à une rupture quasi complète depuis 1949, les Etats-Unis et la Chine mettent brutalement un terme à l'excellence de leurs relations avec l'incident de la place Tien An Men. Après l'application des sanctions diplomatiques et commerciales américaines qui ont suivi, les relations oscillent entre le chaud et le froid ; froid qui sévit particulièrement pendant la dernière crise de 1996 entre les deux Chine, voyant le déploiement d'un groupe aéronaval américain en soutien de Taiwan.

Les deux Etats sont extrêmement conscients qu'à la fois ils ne peuvent se passer l'un de l'autre tant sur le plan diplomatique que commercial mais qu'ils sont au

fond de véritables rivaux en terme de pouvoir, notamment en Asie orientale. La stabilité de cette zone dépend essentiellement des Etats-Unis et de la Chine. Les Etats-Unis ont déployé leur capacité de projection de force particulièrement au Japon et en Corée et tout ce dispositif repose sur le traité de sécurité nippo-américain. Les rapports sino-américains s'inscrivent désormais, après la fin de la guerre froide, dans un contexte de face-à-face entre la superpuissance unique d'aujourd'hui et une superpuissance potentielle du siècle prochain.

La Chine soupçonne les Etats-Unis de mener une politique d'endiguement, visant à lui interdire d'atteindre sa juste place dans le monde. Le soutien à Taiwan, les rapprochements diplomatiques avec Hanoi et New Delhi ainsi que les traités d'alliance et de sécurité avec le Japon, les Philippines et l'Australie sont autant de signe pour Pékin de cette tentative d'endiguement de Washington.

Cependant, chacun des deux pays a ses objectifs et est prêt à céder ce qu'il faut pour gérer l'équilibre. Les Américains n'insistent plus vraiment sur les droits de l'homme en Chine et continuent à fournir capitaux et technique. Les Chinois savent jusqu'où aller pour ne pas trop provoquer la seule grande puissance qu'ils craignent vraiment. Pékin ne veut pas d'un affrontement direct avec les Etats-Unis certes, mais les motifs de "frottement" sévère constitués par le soutien américain à Taiwan et la question de la libre navigation en mer de Chine du sud pourraient être l'occasion de graves crises entre les deux Etats.

-

CONCLUSION

-

Les crises ont de l'avenir en Asie, car la Chine se trouve face à des transitions extrêmement difficiles dans plusieurs domaines. Au plan économique, elle doit développer le secteur capitaliste sans faire exploser un secteur public qui emploie, avec des résultats désastreux, la moitié de la main d'oeuvre industrielle. En matière sociale, il lui faut assurer une certaine solidarité entre les classes, confrontées à de gigantesques bouleversements. Sur le plan diplomatique, Pékin doit conserver ses meilleurs commerciaux et maintenir la paix aux frontières.

Dans l'évolution de la Chine, deux certitudes s'imposent. La première, c'est que des secousses seront inévitables sur le plan intérieur. La seconde, c'est que celles-ci auront certainement des répercussions sur son environnement régional. D'autre part, tenant compte de l'opportunité historique qui leur est offerte, les dirigeants chinois ne peuvent manquer d'ambitionner le leadership régional et devant les problèmes intérieurs, ils risquent d'être contraints de jouer la carte du

nationalisme. On ne peut ainsi exclure un affrontement entre le Japon et la Chine pour ce rôle de leader régional.

Libéré d'un adversaire extrêmement puissant, avec l'effondrement de l'Union Soviétique, Pékin cherche à mettre en place en Asie une véritable stratégie impériale. Dans sa vision du monde, "l'Empire du Milieu" n'est pas loin de considérer tous les peuples qui l'entourent comme devant lui être soumis ou, du moins, comme devant reconnaître sa primauté sinon sa supériorité.

La Chine est ainsi perçue par ses voisins et par les Etats-Unis, acteur majeur de la zone, comme une menace très sérieuse.

Cependant, quoi qu'il en soit, en dehors d'actions locales contre les pays d'Asie du Sud-Est pris séparément, la Chine ne paraît en mesure d'inquiéter sérieusement ni le Japon ni même Taiwan, ni de bouleverser l'équilibre militaire, et pour longtemps encore. Le maintien de la présence des Etats-Unis apparaît encore aux yeux de tous les gouvernements asiatiques comme la seule garantie d'équilibre à long terme. Toutefois, la plus grande vigilance doit être de mise.